

Présentation

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue à *Eyes on Gaza*, notre rassemblement quotidien qui combine protestation et apprentissage. Aujourd'hui marque la fin de la dixième semaine d'*Eyes on Gaza*, soit notre cinquantième conférence. Cette étape nous offre un moment pour faire une pause, réfléchir, et exprimer à nouveau notre gratitude envers tous les experts, activistes, avocats, journalistes et, surtout, ceux qui ont partagé avec nous leurs histoires personnelles. Nous remercions également notre public, qui se rassemble ici avec constance et détermination, refusant de détourner le regard et cherchant à mettre fin à cette crise. Aujourd'hui, nous accueillons la Prof. Liat Kozma, du Département d'études islamiques et du Moyen-Orient à l'Université hébraïque, où elle occupe également la chaire Harry Friedenwald en histoire de la médecine. Avec le Dr Lee Mordechai, elle publie une série d'articles dans *Sikha Mekomit* [« Conversation locale »], que je recommande vivement de consulter sur le site *Bearing Witness* (<https://www.mekomit.co.il/>). Liat parlera pendant huit minutes, après quoi nous aurons un temps pour une discussion brève. Si quelqu'un souhaite poser une question, merci de l'écrire dans le chat. Liat, merci beaucoup d'être avec nous. La parole est à vous.

Intervention

Merci pour l'invitation. Je souhaite me concentrer sur un problème très spécifique : la guerre menée par Israël contre les organisations humanitaires, qui a atteint un sommet le 10 mars, et dont les effets se feront sentir dans les semaines à venir. Dans un peu moins de deux semaines, le 9 septembre 2025, expirera la date limite de réenregistrement des organisations opérant dans les territoires occupés. Dans quelques semaines, un nombre inconnu de ces organisations ne pourra plus travailler à Gaza et en Cisjordanie et devra retirer son personnel international. Même avant cette échéance, certaines ont déjà reçu, ces dernières semaines, des notifications leur indiquant qu'elles n'étaient plus autorisées à opérer et devaient immédiatement retirer leurs employés internationaux.

Quel est ce dispositif ? Le 10 mars 2025, le ministère des Affaires de la diaspora et de la lutte contre l'antisémitisme a instauré une nouvelle règle exigeant que toutes les organisations opérant dans les territoires occupés se réenregistrent. Les enregistrements existants ont été annulés et rendus temporaires pour six mois. Les organisations doivent maintenant se réenregistrer ou perdre le droit d'opérer en Israël-Palestine. L'enregistrement implique de fournir une liste des objectifs, des méthodes d'action, des donateurs, des employés et des organisations affiliées. Les critères publiés — consultables sur le site du ministère — précisent qu'aucune organisation, aucun employé ni donateur ne doit participer à la délégitimation d'Israël, y compris par des appels au boycott, la négation du caractère juif et démocratique de l'État, ou la transmission d'informations pouvant conduire à des actions judiciaires contre des Israéliens à l'étranger ou devant des tribunaux internationaux pour des opérations de Tsahal. En résumé, cette règle empêche les organisations

internationales respectant le droit international de travailler en Israël si elles signalent des violations du droit international.

Israël a testé ce dispositif pour la première fois à l'automne 2024 : après qu'un groupe de 99 médecins ait écrit au président Joe Biden pour décrire la situation du système de santé à Gaza, six organisations ont vu leur enregistrement annulé et se sont vu interdire l'envoi de médecins à Gaza. L'interdiction a été levée quelques semaines plus tard. Un deuxième test plus important a eu lieu fin 2024 : l'UNRWA a été déclarée illégale. Cela a commencé comme une campagne de délégitimation dès le début de la guerre, marquée par des suspicions infondées, l'expulsion du personnel international et la fermeture des écoles à Jérusalem-Est, laissant les enfants sans solution. Israël a constaté que le coût, tant international que national, était minimal. C'est ce qui a conduit à la mise en place du dispositif actuel. Les organisations avaient déjà commencé à discuter de la situation avec Lee Mordechai et moi-même, exprimant de sérieuses inquiétudes sur leur capacité à travailler.

La tragédie est qu'Israël parvient à semer la division entre les différentes organisations. Au lieu de former un front uni, des tensions existent entre les organisations affiliées à l'ONU et les indépendantes, entre grandes et petites structures, entre organisations religieuses et laïques, créant suspicion et poussant certaines à se replier. Essentiellement, Israël envoie un message clair : coopérez avec notre cadre ou vous ne pourrez pas nourrir les populations. C'est un dilemme dont il est difficile de blâmer les organisations. Au-delà du manque de solidarité interne, elles ne bénéficient pas non plus du soutien de leurs gouvernements. Ces derniers, tout comme le public israélien, restent largement indifférents.

L'objectif est de faire du GHF, la Fondation humanitaire de Gaza, le seul acteur distribuant la nourriture dans la bande de Gaza. Les organisations acceptant de collaborer avec le GHF et de transférer leur assistance pourront continuer à opérer. Les autres seront exclues. L'idée est de transformer toutes les organisations en collaboratrices d'un organisme opérant sous parrainage et contrôle sécuritaire israélien. Je ne détaillerai pas ici le coût humain de ce dispositif pour les bénéficiaires, incluant famine et tirs à balle réelle. Un autre objectif est de supprimer les témoins externes dont les récits atteignent le public international. Un troisième est d'éliminer ce qui constitue de facto une présence protectrice. Nous l'avons vu avec l'attaque récente de l'hôpital Nasser, survenue à peine une demi-heure après le départ des médecins internationaux pour une formation.

Les conséquences sont graves. Premièrement, les principes humanitaires dans la distribution de l'aide — humanité impartiale, indépendance et neutralité — sont compromis. Deuxièmement, la capacité à fournir une aide en Cisjordanie est affaiblie. La crise ne se limite pas à Gaza mais s'étend à la catastrophe en cours en Cisjordanie. Enfin, le démantèlement du dispositif humanitaire construit au cours du siècle dernier est présenté comme un modèle à exporter dans d'autres régions du monde. Israël, le GHF et les États-Unis présentent ce modèle comme exemplaire et exportable.